



2 juin 2015

## Rencontre avec le Cabinet de T. MANDON

# REVUE DES MISSIONS

## 560 MESURES DE SIMPLIFICATION !

Pas moins de 560 propositions de mesures de simplification ont été communiquées en fin de premier trimestre. Le CNSP- Conseil National des Services Publics-, se réunira à nouveau le 9 juin, pour examiner celles retenues par le gouvernement.

La question de la Revue des Missions devrait être abordée à nouveau en Conseil des ministres fin juin/début juillet.

Pour le cabinet de Mandon, la Revue des Missions est un processus continu, qui doit durer dans le temps et amener d'autres propositions.

A cet effet, un comité de suivi trimestriel devrait être mis en place dès la fin du mois de juin, pour suivre la mise en oeuvre de ces mesures. Sa composition n'est pas encore connue.

Le 28 mai 2015, Solidaires Fonction Publique a rencontré pour la seconde fois le cabinet de Thierry Mandon, Secrétaire d'Etat chargé de la simplification et de la réforme de l'Etat (Pascal Otheguy, chef de Cabinet, et Cédric Grail, membre du cabinet). La première rencontre avait eu lieu le 7 octobre dernier.

La Revue des Missions fait partie intégrante d'une politique d'évaluation des politiques publiques, ont déclaré nos interlocuteurs. Les agents doivent se recentrer sur les missions et tâches qui ont du sens, avec un objectif de simplification des relations avec l'Etat. Selon le cabinet de Mandon, aucune mission ne sera abandonnée par la puissance publique, mais ce ne sera pas forcément l'Etat acteur. Le système anglo-saxon n'est pas le modèle, ont-ils dit, il n'y aura pas recours à des agences privées qui agiraient pour le compte de l'Etat.

Solidaires a réaffirmé que nous rejetons la logique de la Revue des Missions de l'Etat qui est de les passer toutes au crible, et de déterminer celles qu'on garde, celles qu'on donne à d'autres acteurs, enfin celles qu'on abandonne. Cette démarche procède de la politique gouvernementale de réduction des dépenses publiques (54 Mds€ d'ici 2017). Il faut au contraire se donner les moyens de toutes les assurer, avons nous insisté, et le cadre budgétaire de réduction des dépenses publiques doit être remis en cause car les missions de l'Etat sont gravement attaquées. Pour exemple, nous avons souligné que l'accueil du public ne saurait faire abstraction de la dimension humaine de la relation à l'utilisateur, qui nécessite la présence d'un service public de proximité, et des emplois, qu'il s'agisse de la Poste, des Finances publiques, etc... Renforcer le service public, c'est renforcer la cohésion sociale, dans les zones rurales désertifiées comme en zone péri-urbaine en déshérence de service public!

**Réforme territoriale, revue des Missions, aménagement territorial de l'Etat : la politique libérale de réduction de la voilure de l'Etat est à l'oeuvre.  
Solidaires s'y oppose résolument.**